



Montreuil, le 12 mars 2019.

# Le 19 mars aux finances, toutes et tous en grève !

L'actualité montre à quel point les missions exercées par les salariés des finances sont au cœur des préoccupations de la population. Justice fiscale, financement de l'économie et des services publics, sécurité alimentaire, protection du consommateur, préservation de l'environnement et financement de la transition énergétique... autant de sujets cruciaux pour notre société.

Mais sous couvert de « *grand débat* » démocratique, Macron et son gouvernement tentent de circonscrire la problématique à une seule équation : « *si vous voulez payer moins d'impôts, choisissez les services publics à supprimer* ».

Dans les faits, il s'agit sournoisement de justifier et valider la politique gouvernementale de destruction des conquêtes sociales et des services publics. Ceci est particulièrement vrai dans les administrations et établissements des finances. Bercy sera encore un grand pourvoyeur des 120 000 emplois publics promis à la démolition par le Président de la République. **Les perspectives, à l'horizon 2021, sont particulièrement effrayantes**, suppressions de missions et de structures, externalisation au privé d'autres missions, remplacement d'administrations par des agences, mutations forcées, plan de départs volontaires, remise en cause des droits des salariés...

Dans l'esprit du gouvernement, l'intérêt général devrait s'effacer pour marchandiser toujours plus les services publics. Cette politique sera tout aussi destructrice pour la société qu'elle le sera pour nos acquis sociaux et pour les conditions de vie au travail.

Sans attendre, **les salariés des finances se sont engagés dans l'action depuis plusieurs semaines**

avec des actions très fortes aux douanes et aux finances publiques. Seule la mobilisation des personnels permettra de maintenir et de développer les missions de service public que nous faisons vivre grâce à notre travail quotidien.

Lutte contre la fraude fiscale, financement de l'économie, indépendance de la statistique publique, politique monétaire, protection du consommateur, préservation de l'environnement, lutte contre les trafics et le terrorisme, etc, la société a besoin de nous !

C'est pourquoi :

Nous exigeons la **création immédiate de 30 000 postes aux Finances** et l'ouverture de négociations pour la mise en place d'un plan pluriannuel de créations de postes et de réouvertures de services de pleine compétence afin de répondre aux



attentes citoyennes et aux enjeux de notre société moderne.

Nous exigeons que les salariés des ministères des finances et des établissements du secteur semi-public, dénigrés, sous-payés et méprisés, soient enfin reconnus pour leur engagement et le rôle qu'ils tiennent pour l'ensemble de la société.

Nous exigeons donc partout, un **rattrapage immédiat de la perte de pouvoir d'achat** induit par le gel des rémunérations durant ces dix dernières années et l'ouverture de négociations salariales.

Nous exigeons la **reconnaissance de nos qualifications et un déroulement de carrière** qui correspondent aux compétences acquises durant la carrière.

Nous réclamons une **véritable égalité entre les femmes et les hommes**.

Nous réclamons un **développement ambitieux des politiques sociales** afin de répondre aux besoins des salariés.

Nous réclamons une **réelle garantie de la santé au travail** des salariés.

La CGT a, depuis plusieurs mois, déposé ces revendications et demandé aux ministres de Bercy l'**ouverture de négociations sur les 8 thèmes suivants** :

- rémunérations,
- reconnaissance des qualifications,
- santé au travail,
- formation professionnelle ,
- politiques sociales,
- égalité professionnelle ,
- télétravail,
- évaluation des politiques publiques.

Mais, les ministres n'aiment pas le dialogue et refusent à cette heure l'ouverture de négociations sur l'ensemble de ces thématiques. Par la grève, le 19 mars, il faut les contraindre à venir discuter. Par la mobilisation, nous pouvons changer le cours de l'histoire, rien n'est écrit, nous avons notre destin entre nos mains.

**TOUTES ET TOUS  
EN GRÈVE LE 19 MARS**